



Lettre ouverte

www.efi-ife.org

L'initiative Féministe Euromed IFE-EFI

12 juin 2011

Conférence internationale : « Pas de démocratie sans respect des droits des femmes en tant que droits humains universels, sans égalité entre les femmes et les hommes »

AU(X) :

CHEFS DES ÉTATS ARABES ET DE L'UE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU BAN KI-MOON

SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES MS. MICHELLE BACHELET

PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS BARACK OBAMA

SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS MS. HILARY CLINTON

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE JOSE MANUEL BARROSO

VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE ET HAUT REPRÉSENTANT DE L'UNION POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET MS. CATHERINE ASHTON

Plus de 80 défenseurs des droits des femmes du Maghreb, Mashrek et d'Europe se sont réunis lors de la conférence internationale « Le rôle des femmes, des ONG et mouvements pour les femmes dans les processus transitionnels vers la démocratie », qui a eu lieu à Beyrouth les 10 et 11 juin 2011. Cette conférence a examiné le rôle des femmes durant les révolutions et les soulèvements dans le monde arabe et dans les phases historiques de la transition vers la démocratie et a partagé des expériences et a réaffirmé l'implication et le pouvoir des femmes dans ces processus.

Nous vivons une époque historique. Les peuples arabes se révoltent contre les dictatures politiques et contre la corruption ; ils réclament des réformes et s'organisent pour la liberté, la dignité humaine et la justice sociale. Les femmes ont assumé leurs responsabilités dans tous les soulèvements en Tunisie, en Égypte, en Irak, en Jordanie, en Libye, au Yémen, à Bahreïn et en Syrie. Les mouvements de femmes font partie intégrante des forces démocratiques pour la justice sociale et économique. Cependant, elles sont systématiquement exclues des processus de prise de décision qui façonnent l'avenir de leurs pays. Confirmant cette marginalisation délibérée et l'exclusion des femmes, la Conférence a fortement remis en question la signification du concept existant de démocratie.

La conférence a condamné toutes formes d'oppression, tous les actes militaires, les répressions et les meurtres utilisés pour mater les mouvements sociaux progressistes ; toutes formes de violences à l'encontre des femmes, de l'humiliation verbale au viol, afin de les résoudre au silence. Les interventions militaires et les solutions aux conflits n'empêchent ni n'arrêtent les abus sexuels contre les femmes.

L'assujettissement des femmes ne peut être dissocié de toutes les autres formes d'oppression. Les structures patriarcales de pouvoir qui soutiennent la subordination des femmes l'emportent durant les transitions. Par conséquent, la conférence a souligné l'interaction entre les régimes politiques conservateurs, les systèmes économiques ultra-libéraux qui les soutiennent et les structures masculines des partis politiques qui n'abordent

pas la promotion des droits des femmes en tant que question politique de premier ordre. Ces tendances conservatrices s'unissent aux mouvements fondamentalistes religieux pour confronter le droit des femmes à la pleine citoyenneté et à une vie sans violence.

La création d'États civils et la législation civile, y compris le droit de la famille et le statut personnel, sont des conditions préalables à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes. La justice sociale et la démocratie sont le seul moyen d'empêcher la montée d'une vague fondamentaliste sur les scènes politiques actuelles.

L'UE compromet les droits de l'homme et les droits des femmes dans la PEV dans le seul but de l'intérêt économique et du profit, conditionnant le développement des politiques néolibérales. L'hégémonie politique, militaire et économique, l'ingérence, les invasions et les occupations américaines sont préjudiciables au développement démocratique dans la région. La démocratie ne peut pas être utilisée comme instrument qui justifierait les interventions militaires et les invasions. Nous refusons l'utilisation des armes et de tous autres types de violences contre les civils comme moyen de résolution des conflits.

Les participants ont exprimé leur soutien à la résistance permanente des mouvements de femmes dans tous les pays, appelant à la solidarité internationale, avec leurs demandes nationales de changement social et politique, à la lumière des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, la conférence :

- Demande l'intégration et l'installation du principe d'égalité entre les femmes et les hommes dans les constitutions nationales, dans toutes les sphères de prise de décision et dans les agendas des partis politiques afin de garantir que les futures politiques respecteront les droits des femmes en tant que principe fondamental et l'égalité en tant que valeur fondatrice.
- Demande l'adoption de mesures affirmatives pour accroître la participation des femmes dans les structures de prise de décision avec un quota d'un minimum de 30% de femmes dans toutes les positions de force dans les sphères politiques et économiques et ce afin de traiter et de corriger le déficit de la démocratie et de favoriser l'expression et l'inclusion des besoins des femmes.
- Demandent aux Chefs d'État de veiller à ce que la législation et les codes de la famille soient fondés sur le droit civil et le respect des droits humains des femmes, sans intrusion des religions dans les sphères publique, politique et législative ; les appelle à prendre des mesures urgentes pour changer le système éducatif basé sur les stéréotypes patriarcaux et à investir dans la transformation des modèles culturels qui perpétuent la subjugation des femmes dans la sphère publique et privée. Les droits des femmes sont un droit humain universel et aucun abus de l'intégrité physique et psychologique ne peut être toléré au nom de la culture, de la tradition et de la religion.
- Condamne la violence structurelle exercée contre les femmes et les filles dans toutes ses formes – physique, sexuelle, psychologique, économique, institutionnelle et sociale- et demande instamment aux participants à la Conférence internationale de Beyrouth, juin 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies, ONU Femmes et les gouvernements nationaux de prendre des mesures urgentes pour promouvoir et adopter une législation contraignante sans tolérance envers les auteurs.
- Demande à l'UE de fonder ses futurs partenariats sur le plein respect des droits humains fondamentaux des femmes et des hommes ; de développer des outils stricts et fiables pour évaluer leur mise en œuvre comme indiqué à l'article 2 de la PEV; d'assumer la responsabilité de ne pas s'entendre sur un statut amélioré avec un État voisin du Sud où ces droits sont violés.

- Invite le gouvernement des États-Unis à mettre fin à toute occupation et à prendre des mesures immédiates en vue de la démilitarisation. Invite le président Obama et la secrétaire d'État Hillary Clinton à mettre un terme au soutien inconditionnel de l'administration américaine au gouvernement israélien et à prendre le parti de la justice et de la liberté pour tous.
- Exhorte la reconnaissance d'un Etat palestinien indépendant et souverain sur les territoires occupés de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale et le respect du droit des Palestiniens à retourner dans leur pays d'origine comme une étape nécessaire et transparente au processus de paix global et participatif dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient. Cela facilitera les transitions démocratiques et renforcera le respect des droits fondamentaux des femmes et des hommes.

Beyrouth, le 12 juin 2011.

L'initiative féministe Euromed défend l'égalité entre les sexes et les droits humains universels des femmes comme inséparables du développement de la démocratie et de la citoyenneté, des solutions politiques à tous les conflits et du droit des peuples à l'autodétermination.

Initiative Féministe Euroméditerranéenne – Euromed Feminist Initiative IFE-EFI

20 rue Soufflot 75005 Paris France; P.O. Box 17345 Amman 111 95 Jordanie SIRET: 48854169900010